

<http://ugtg.org/spip.php?article1144>



Guadeloupe - Conférence Internationale (20 & 21 octobre 2009) : La Déclaration solennelle des trois Collectifs



(FFAG - K5F - LKP)

Date de mise en ligne le 22 octobre 2009

Date de parution 21 octobre 2009

- Dossier spécial LKP - Expressions -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

La déclaration solennelle issue des travaux de la Conférence Internationale réunie à Pointe à Pitre les 20 & 21 octobre 2009 et regroupant les collectifs de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique.

KONFÉRANS ENTEWNASYONAL LAPWENT 20-21 OKTOB 2009 DÉCLARATION SOLENNELLE

Considérant que la situation économique et sociale actuelle existant en Guyane, Martinique et Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation,

Considérant que cette économie s'appuie sur des rentes de situation de monopoles, des abus de positions dominantes qui génèrent des injustices,

Considérant que ces injustices touchent aussi bien les travailleurs, que les acteurs économiques endogènes,

Considérant que ce sont autant d'obstacles au développement économique endogène et à l'épanouissement social,

Les organisations de masse et les organisations anticolonialistes et anti-capitalistes de Guyane, Martinique et Guadeloupe, respectivement le **Front pour l'avenir de la Guyane (FPAG)**, **Kolektif 5 Févriyé (K5F)** et **Liyannaj Kont Pwofitasyon**, réunies les 20 et 21 octobre 2009 en Conférence Internationale, **an Bik a Mityalité, Lapwent Gwadeloup**, déclarent :

Yonn : les travailleurs et les peuples des dernières colonies de la France dans la Caraïbe ont eu raison de s'organiser en collectif, de **liyanné** les expériences respectives des organisations qui les composent et de se constituer en nouvelles forces à dimension populaire et de masse, diverses tant du fait de leurs pratiques que de leurs orientations stratégiques.

Dé : Ces nouvelles organisations représentent dans la période historique actuelle de vrais espoirs pour les travailleurs et les peuples, de vrais outils pour avancer vers plus de liberté, plus de démocratie et de justice dans ces sociétés.

Twa : La lutte pour la défense des intérêts des travailleurs, plus largement du peuple, et singulièrement de la jeunesse, le combat contre toutes les **Pwofitasyon** mené dans ces pays relèvent d'un processus de maturation enclenché depuis l'époque esclavagiste et s'inspirent des grandes luttes sociales menées jusqu'à ce jour.

Kat : Ces combats s'inscrivent également dans un contexte international marqué par les luttes de la classe ouvrière et des peuples contre le capitalisme et ses dégâts de tous ordres sur la planète.

Ola nou yé jodi jou

Nous avons négocié et contracté avec l'Etat français et le patronat des accords d'une portée politique et stratégique

fondamentale. Pour la première fois dans l'histoire de nos pays, ce sont les travailleurs et les peuples en mouvement dans la rue qui ont imposé la satisfaction de certaines de leurs revendications.

De la Loi PONS à la LODEOM, aucun des schémas dits de développement, élaborés et débattus avec les élus, n'a permis un quelconque développement, ni la diminution du chômage. Pire, ils ont consacré le mépris, l'exclusion et la négation des peuples de nos pays.

A l'évidence, les mouvements **FPAG, K5F et LKP** ont établi un nouvel équilibre entre la puissance coloniale, sa représentation locale et les travailleurs et le peuple en mouvement, **an konsyans é an balan**. La persistance des mouvements en terme de durée, la pertinence de leurs initiatives et l'adhésion populaire dont ils bénéficient, sont significatifs d'un mouvement profond, de nature révolutionnaire et dont l'objectif est d'éradiquer la **Pwofitasyon**.

Fortes de ce parcours, les organisations de masse soussignées, réunies les 20 et 21 octobre 2009, en Guadeloupe, pour échanger et valider leurs expériences respectives, donner de la dimension à leurs pratiques, organiser la solidarité, notamment contre la répression, assurer la victoire des travailleurs de Guyane, de Martinique et de Guadeloupe et satisfaire leurs plate-formes de revendications.

Les organisations soussignées :

- refusent d'ores et déjà que les conclusions des Etats-Généraux du gouvernement français soient la réponse aux revendications et aspirations des travailleurs et des peuples en mouvement,
- exigent le respect des accords et la poursuite des négociations,
- entérinent ce jour l'installation à Pointe à Pitre du Collectif International de Défense créé le 9 août 2009 à Corte (Corse),
- **appellent à la tenue d'une nouvelle conférence au mois de février 2010 en Martinique.**

Les organisations soussignées appellent les travailleurs et les peuples :

- à populariser leurs idées, à expliquer leur démarche dans les bourgs, les quartiers, les sections, les entreprises et les familles,
- à se mobiliser pour les luttes en cours et pour le respect des accords concernant l'augmentation des salaires, la baisse des prix du carburant et des produits de première nécessité, le plan d'urgence pour l'emploi et la formation des jeunes,
- à renforcer la mobilisation pour l'augmentation des minima sociaux, le relèvement des pensions de retraite et l'arrêt de la criminalisation de l'action syndicale,
- à continuer la lutte pour éradiquer la **Pwofitasyon**, abolir les privilèges et instaurer de nouveaux rapports économiques et sociaux.

Que les travailleurs de Guyane, de Martinique et de Guadeloupe nourrissent leur éveil et s'organisent pour le triomphe final de leurs luttes pour la liberté et l'émancipation.

Front pour l'avenir de la Guyane :

Albert DARNAL

Kolektif 5 Fèvriyé :

Philippe PIERRE-CHARLES

Liyannaj Kont Pwofitasyon :

Elie DOMOTA

Lapwent, le 21 octobre 2009